L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : rue de Chartres No. 73. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 23 SEPTEMBRE 1892. 66me Année

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux : 73 rue de Chartres

Baker & Bonner,
Propriétaires-Editeurs.

Entered at the Post Office at New Orleans, La. Second Class Matter.

NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI, 23 SEPTEMBRE 1892.

PRIX DE L'ABONNEMENT.

ÉDITION QUOTIDIENNE.

Un an.....$12 00
Six mois.....6 00
Trois mois.....3 00
Un mois.....1 00
On s'abonne aussi, à la semaine, avec les porteurs.

ÉDITION HEBDOMADAIRE.

Un an.....$3 00
Six mois.....1 50
Quatre mois.....1 00
Trois mois.....75

☞ Pour les petites annonces de Demandes, Ventes et Locations, etc. qui se paident au prix réduit de 10 cts la ligne, voir la 3e page.

1792 - - - Septembre - - - 1892

CÉLÉBRATION
— DU —
CENTENAIRE
— DE LA —
Proclamation de la République
EN FRANCE.

GRAND SUCCÈS!

FOULE NOMBREUSE.

C'est avec une émotion sincère que nous prenons la plume pour rendre un compte, hélas! trop succinct, de la célébration, à la Nouvelle Orléans, du centenaire de la première proclamation de la République en France. Elle a été digne de la population, digne de l'événement, le plus important, assurément du dix-huitième siècle, en Europe. Il ne s'est pas fait de prise de la Bastille qui parce qu'il en est la conséquence; mais il peut marcher de pair avec elle et il en est, à trois ans de distance, le glorieux pendant.

Nous laissons à d'autres le soin de célébrer cet événement par leur grandiose parole ou leur sonore plume politique. Nous nous bornons, ici, à faire un compte rendu de cette belle Fête.

La veille, à la nuit tombante, une salve d'artillerie tirée au pied de la rue du Canal, annonçait la fête du lendemain.

En même temps, la foule se rassemblait vers l'intersection des rues Bourbon et Canal, où les ouvriers de M. Bétat installaient, au milieu du terrain neutre, réservé aux trains du chemin de fer du West End, un immense tonneau d'une dizaine de pieds de haut, aux trois couleurs françaises, portant cette devise: *Centenaire de la République Française*, 1792-1892, et enveloppé d'un immense faisceau de drapeaux aux couleurs, qui se marrent si bien, du pavillon américain et du pavillon français.

Tout le long de Pliet qui va de la rue Bourbon à la rue Dauphine, une large draperie, toujours aux trois couleurs, reliait chaque arbre, formant une longue série de guirlandes festonnées.

A l'autre extrémité (intersection des rues Canal et Dauphine), autre écorme écusson portant la même devis et entouré également de faisceaux aux couleurs franco-américaines.

Le cirque était couvert de bannières aux couleurs de toutes les nations; de sorte que de la rue Bourbon à la rue Dauphine, on cheminait sous une voûte de drapeaux.

Cette décoration simple, mais riche, et pleine de fantaisie, fait honneur à l'entrepreneur des décorations, M. Bétat.

Nous avons parcouru, dans la matinée, les rues du quartier français. Beaucoup plus de décorations que nous ne le supposions. Cependant, ni la rue Royale, ni la rue de Chartres ne s'étaient distinguées.

Nous n'avons guères à en excepter que l'*Abeille*, le Club de la Démocratie et la maison qui lui fait face, celle de M. Poydras, croyons-nous.

Nous citerons encore le carrefour formé par l'intersection des rues Bourbon et Toulouse, très pittoresquement pavoisé.

Rendez-vous avait été donné au Comité des Cent, à son quartier général (Salle de la Démocratie Française, rue de Chartres, entre St-Louis et Conti).

A 2 heures et demie, près de 200 personnes se formaient en cortège et, bannières et musique en tête, se rendaient en corps, devant les bureaux de l'*Abeille*, à laquelle il a été donné une sérénade.

De là, le cortège s'est rendu au Consulat français où il y a eu une courte réception, pendant que la musique exécutait, dans la rue, la *Marseillaise*.

Puis le cortège s'est reformé, pour aller prendre le train officiel qui l'attendait, rue du Canal. On a beaucoup admiré les chars qui étaient décorés avec autant de goût que de luxe.

Nous y avons remarqué la nombreuse assemblée de la population française louisianaise, entr'autres, le juge Voorhies, et surtout le Lieutenant-Gouverneur, l'Hon. M. Parlange qui devait, une heure ou deux plus tard, se faire si chaleureusement applaudir.

Ce n'est que bien tard que nous y avons aperçu Mgr l'Archevêque Janssens qui, en compagnie du Très Rév. Mignot, avait voulu honorer la fête de sa présence.

M. le maire Fitzpatrick n'est arrivé au West End, que plus tard, pendant que l'on prononçait les discours, et assez à temps pour prononcer le sien, que nous donnons plus bas, et qui a été chaleureusement applaudi.

A 2 heures et demie, grande réception dans les salons réservés au comité, dans le local où il avait établi son quartier général. Plusieurs toasts ont été portés. Puis tout l'assemblée s'est dirigée, en corps, musique en tête, vers la grande salle où allait avoir lieu la cérémonie principale.

En arrivant au West End, tout le monde avait été frappé de l'élégance et de la richesse des décorations, non seulement du pavillon qui servait de quartier général au Comité, mais aussi de la salle où devaient se faire les réceptions, où devaient se prononcer les discours, où devait avoir lieu le bal.

Elle était resplendissante, cette salle. Au haut de chaque colonne de la grande nef, tombaient, à droite et à gauche, une multitude de drapeaux aux couleurs américaines et françaises. Au milieu, une profusion de bannières aux couleurs de toutes les nations, formant, sous la voûte, de gracieux festons.

Très jolie décoration dont nous ne pouvons que féliciter chaleureusement M. Bétat.

Après que tout le monde eut été placé —et l'assemblée était beaucoup plus nombreuse qu'à l'ordinaire — M. Vidalat, président du Comité, a ouvert la séance par une courte et chaleureuse allocution. Puis il a invité M. Meyrier, Consul par intérim, à prendre la parole.

Monsieur

Il y a cent ans, aujourd'hui, que la France, délivrée de l'odieux régime, abolissait la monarchie et proclamait la République. Ce nouveau régime était destiné au lendemain d'une victoire inespérée remportée, à ses premiers jours embarrassants, par un peuple qui, jusque-là, ne connaissait que la guerre de conquête, et qui, tout à coup, se trouvait avoir à défendre, contre l'Europe entière, sa liberté reconquise.

Ce peuple, c'était le nôtre. Il a vaincu, et la victoire a été si complète, si éclatante, que, pendant plus de quinze ans, elle a fait la loi à l'Europe.

Mais, si grande que fut cette victoire, elle ne nous a pas fait oublier que la République avait été proclamée avant que la victoire eut couronné nos armes, et que, si nous avions vaincu, c'était parce que nous avions été libres.

Aussi, Monsieur, nous sommes-nous associés, avec un empressement unanime, à la pensée généreuse qui a inspiré à nos frères de France la célébration du centenaire de la République.

Nous avons voulu, nous aussi, prendre part à cette fête de la liberté, et nous sommes heureux de nous trouver réunis aujourd'hui, sous la bannière étoilée, avec nos frères d'origine française, pour célébrer, dans la patrie de Washington, le souvenir de la République de Lafayette.

Nous sommes heureux, Monsieur, de vous voir présider cette réunion, parce que vous représentez ici la France républicaine, et parce que vous êtes, vous-même, un républicain de la première heure.

Nous vous remercions d'avoir bien voulu accepter la présidence de cette réunion, et nous vous prions de vouloir bien prendre la parole.

M. Meyrier, Président d'honneur de la fête, a prononcé l'oraison officiel à l'assemblée et l'a invité à prendre la parole.

Nous donnons *in extenso* ce discours qui a été fréquemment interrompu par les applaudissements des auditeurs.

Président, Citoyens et Mesdames,

Saisi d'abord au nom de la France et au nom de la République!

Saisi de cette idée, en commençant que les patriotiques organisateurs de cette fête et de la célébration de ce glorieux centenaire eut commis une faute de tactique et de goût: celle de me choisir pour prendre la parole dans cette circonstance et devant une telle assemblée. Car c'est aux heures les plus tristes, à ceux de la ruine, puissante et vibrante, du cœur de trente ans et du cœur héroïque, qu'appartiennent un tel droit et un tel devoir. Les vaillants, malgré nos convictions, malgré ce lourdement éprouvés n'a plus la parole assez forte et l'esprit assez solennel pour parler comme il convient. Elle doit décourager dans toute la modestie de son rôle. Pourtant, comme c'était un devoir, et que le devoir est le plus grand mot de la langue humaine, j'ai dû obéir, accepter la tâche et accepter la responsabilité. Et me voici au milieu de vous, prêt à dire comme le sais avec bonne volonté, sincérité et franchise mais comptant sur votre bienveillance de compatriotes, d'amis et de républicains. Ainsi soit-il!

Un *siècle*! dites vous, la vie de certains hommes qui ont été sages, une simple unité dans le multiple total de jours qui font un temps!...

En effet, il y a aujourd'hui cent ans que la grande, glorieuse et terrible Convention française, dans sa première acte de souveraineté et de volonté de la France, sans hésitation, sans une admirable assemblée de devoir, souveraine comme ne le fut aucune assemblée dans le monde, ayant gardé de nombreux membres des géants politiques des hommes—les géants qui eurent mérité ce qu'effrayèrent le succès maléfique temporaire, pendant bien que la postérité reconnaissante ne l'a manifesté pas— a décrété l'abolition de la royauté et proclamé la République à l'unanimité. Le comte Monnel Grégoire, cette cette même noble séance qui n'y eut qu'une voix, et personne ne trembla, ni les Girondins, ni les Montagnards, ni les proscrits à venir et à encore autre époque, ne reçut un pel témoignage de foi, de courage et d'applaudissements que celui de la fondation de la République armée. Nous autres petits, qui nous nous dépêtons souvent pour des formes, devant cette grande pensée, nous ne croyons pas trop grave ces temps, ces hommes et ces espérances. Savons-nous même être assez reconnaissants? Mais si l'Assemblée législative gardienne de la Constitution et de la loi, dut voter une loi de mort contre les émigrés qui prendraient les armes contre leur patrie, déclarer la guerre à l'Autriche qui menaçait la France et ne lui repentit pas d'avoir déclaré la guerre aux empereurs coalisés, qui refusaient de reconnaître à la Constitution civile du clergé, déclarer la patrie en danger et charger de ses fonctions la Convention fit, et qu'arrive-t-il? Que la patrie fut sauvée!

Ne l'oublions point, et nous restons pénétré dre que nous sommes en France, à Paris en 1792. A la fin du XVIIIème siècle, de ce dix huitième siècle si fort, si grand, si riche et si mépris sable, où la philosophie fut si audacieuse et si courageuse, où la société tout-entière, sa tête et ses membres, fut remuée d'esprit et de quintessence pensée, se sentant d'autant plus malheureuse et petite que ses aspirations étaient plus hautes et que son idéal plus impérieux, arrivait l'abscentit de tous ces calculs révoltés vous les irrésistiblement de la justice et toutes les espérances de la liberté. Cette société, si fière et si hardie au dessous de ses classes privilégiées, nouvelle dans ses éléments et ses principes, devant la philosophie qu'elle servait la démocratie de demain et de toujours, s'éveillait naître et vivre ailleurs que dans le servage, l'oppression et le déréglement des monarchies artificielles et décomposées il lui fallait l'air, le jour et la lumière. Elle était prête pour le combat, pour l'action et pour l'affirmation, dût cette affirmation dans la liberté avoir quelque chose d'une pompe de pourpre au moment d'une montagne au Juif. Et l'on aptes, aussi, ont-ont appris de ce temps souvenant, avec cette ardeur de vie nouvelle et de régénération soudaine, ce dévouement avec une énergie terrible et fatale. Nulle force humaine ne pouvait les empêcher de passer. Cela commença par le coup de tonnerre de la Bastille. Le monde de pierre croula pitoyablement, ayant comme honte de se défendre, se sentant lâche et vaincu. Puis l'Assemblée nationale, de son côté, commença l'œuvre de renversement légal, ou plutôt d'affranchissement politique, social et religieux. Et vous savez ce que fit cette Constituante. Voici ces principaux actes: Abolition de servage et de tous les privilèges féodaux, établi devant la loi et la justice, liberté culte, presse et liberté de la presse, transformation de l'Assemblée nationale à Paris, suppression des ordres monastiques, confiscation des biens du clergé, abolition du serment par tous les fonctionnaires, abolition de tous les ordres de chevalerie, création de la garde nationale en France, dans une splendide session de 83 départements, démembrement de la royauté dans une assemblée constitutionnelle à laquelle il ne reste plus qu'un pouvoir suspensif, et C'est-à-dire de 1791, avec une Assemblée législative pour faire les lois. Mais l'Assemblée législative, avec des hommes inconnus mais plus audacieux encore que les Constituants, sous des événements qui s'accélèrent, et se précipitent toujours, pressait dans cette voie, ne craignant point, elle non plus, seulement bien qu'il fallut en finir avec un vieux monde qui a fait son temps et qui n'a plus de raison d'être devant la raison, devant la justice, devant la civilisation qui monte à l'horizon d'une humanité sévrante et qui l'attend de ces nouvelles et re pidesantes.—humanité ayant au fond la bravoure de toutes les aventures et l'héroïsme de tous les sacrifices, pour elle-même, du reste, que c'est qui combattaient contre elle, puisqu'ils demeuraient contre la justice et contre l'humanité! Le droit chrétien! Car la Révolution française, soulevée ne se dressa pas plus haut, ne fut point athée, et jamais l'Evangile, au degré de liberté, dans aucun autre pays et à aucune autre époque, ne reçut un pel témoignage de foi, de courage et d'application. Quelques-uns, quelques chrétiens, de ceux qui étaient prêtres, ont failli, à cette heure, à leur grand test le masque est d'accord, a roie sont dans l'ordre mortel ce que sont les monstres dans l'ordre physique. Les cœurs sont l'atelier de tels les crimes. Il y a sorte des soirs sur la martyrologe de nations! Et Saint-Just, un peu plus tard, dans vois tranchante comme le glaive, devait dire: "On ne peut pas régner innocemment."

Au reste, la veille de la proclamation de la République par la Convention, le canon français avait remporté sur les armées coalisées la victoire sur les bras de Valmy, et les Prussiens, trois contre un, représentant cette gloire le chemin de la frontière.

Mais à ceux qui plus tard, pour des raisons de vaincus ou de classes privilégiées, peut être aussi certains hommes qui ne verraient jamais oublier que la Révolution française se fit un affranchissement suprême, ont violemment accusé et condamné la Convention, comme ayant fondé de fétrir la mémoire de ceux qui ont fait une œuvre aussi nécessaire qu'indestructible, aussi généreuse qu'universelle, contenant autant de justice et de vérité pour effacer dans sa lumière les ombres et les fautes de ses auteurs, l'on peut répondre simplement et fièrement: Que voulez vous que la Convention fit, et qu'arrive-t-il? Que la patrie fut sauvée!

Ne l'oublions point, et nous restons pénétré dre que nous sommes en France, à Paris en 1792. A la fin du XVIIIème siècle, de ce dix huit sème siècle si fort, si grand, si riche et si mépri sable, où la philosophie fut si audacieuse et si courageuse, où la société tout-entière, sa tête et ses membres, fut remuée d'esprit et de quintessence pensée, se sentant d'autant plus malheureuse et petite que ses aspirations étaient plus hautes et que son idéal plus impérieux, arrivait l'abscentit de tous ces calculs révoltés vous les irrésistiblement de la justice et toutes les espérances de la liberté. Cette société, si fière et si hardie au dessous de ses classes privilégiées, nouvelle dans ses éléments et ses principes, devant la philosophie qu'elle servait la démocratie de demain et de toujours, s'éveillait naître et vivre ailleurs que dans le servage, l'oppression et le déréglement des monarchies artificielles et décomposées il lui fallait l'air, le jour et la lumière. Elle était prête pour le combat, pour l'action et pour l'affirmation, dût cette affirmation dans la liberté avoir quelque chose d'une pompe de pourpre au moment d'une montagne au Juif. Et l'on aptes, aussi, ont-ont appris de ce temps souvenant, avec cette ardeur de vie nouvelle et de régénération soudaine, se dérouleraient avec une énergie terrible et fatale. Nulle force humaine ne pouvait les empêcher de passer. Cela commença par le coup de tonnerre de la Bastille. Le monde de pierre croula pitoyablement, ayant comme honte de se défendre, se sentant lâche et vaincu. Puis, l'Assemblée nationale, de son côté, commença l'œuvre de renversement légal, ou plutôt d'affranchissement politique, social et religieux. Et vous savez ce que fit cette Constituante. Voici ces principaux actes: Abolition du servage et de tous les privilèges féodaux, établi devant la loi et la justice, liberté culte, presse et liberté de la presse, transformation de l'Assemblée nationale à Paris, suppression des ordres monastiques, confiscation des biens du clergé, abolition du serment par tous les fonctionnaires, abolition de tous les ordres de chevalerie, création de la garde nationale en France, dans une splendide session de 83 départements, démembrement de la royauté dans une assemblée constitutionnelle à laquelle il ne reste plus qu'un pouvoir suspensif, et C'est-à-dire de 1791, avec une Assemblée législative pour faire les lois. Mi l'Assemblée législative, avec des hommes inconnus mais plus audacieux encore que les Constituants, sous des événements qui s'accélèrent, et se précipitent toujours, pressait dans cette voie, ne craignant point, elle non plus, seulement bien qu'il fallut en finir avec un vieux monde qui a fait son temps et qui n'a plus de raison d'être devant la raison, devant la justice, devant la civilisation qui monte à l'horizon d'une humanité sévrante et qui l'attend de ces nouvelles et re pidesantes.—humanité ayant au fond la bravoure de toutes les aventures et l'héroïsme de tous les sacrifices, pour elle-même, du reste, que c'est qui combattaient contre elle, puisqu'ils demeuraient contre la justice et contre l'humanité! Le droit chrétien! Car la Révolution française, soulevée ne se dressa pas plus haut, ne fut point athée, et jamais l'Evangile, au degré de liberté, dans aucun autre pays et à aucune autre époque, ne reçut un pel témoignage de foi, de courage et d'application. Quelques-uns, quelques chrétiens, de ceux qui étaient prêtres, ont failli, à cette heure, à leur grand test le masque est d'accord, a roie sont dans l'ordre mortel ce que sont les monstres dans l'ordre physique. Les cœurs sont l'atelier de tels les crimes. Il y a sorte des soirs sur la martyrologe de nations! Et Saint-Just, un peu plus tard, dans vois tranchante comme le glaive, devait dire: "On ne peut pas régner innocemment."

Au reste, la veille de la proclamation de la République par la Convention, le canon français avait remporté sur les armées coalisées la victoire sur les bras de Valmy, et les Prussiens, trois contre un, représentant cette gloire le chemin de la frontière.

Mais à ceux qui plus tard, pour des raisons de vaincus ou de classes privilégiées, peut être aussi certains hommes qui ne verraient jamais oublier que la Révolution française se fit un affranchissement suprême, ont violemment accusé et condamné la Convention, comme ayant fondé de fétrir la mémoire de ceux qui ont fait une œuvre aussi nécessaire qu'indestructible, aussi généreuse qu'universelle, contenant autant de justice et de vérité pour effacer dans sa lumière les ombres et les fautes de ses auteurs, l'on peut répondre simplement et fièrement: Que voulez vous que la Convention fit, et qu'arrive-t-il? Que la patrie fut sauvée!

Et pourtant, étant l'homme de temps que Cromwell eût dû qu'on ne touchait pas trois siècles à une chose ne définie point qu'il fallait remplacer le roi, c'est-à-dire l'ordre, et de le rayonnant cela même; mais il fallait supprimer la royauté pour fonder la République, et ce n'était pas possible à tant de titres, qui effrayait la raison, gênait la marche et menaçait l'œuvre dans son accomplissement, de se grandeur. Le républicain, ce petit homme historique et politique, était la nécessité suprême que le droit existant. Mirabeau lui-même, l'élégant Vergniaud, un homme d'un démon de la république, dans une même de Madame Roland, avec ses Girondins qui devaient mourir, parvait à l'étouffer dans la république. Vergniaud ne se trompait pas. Car les empires, les restaurations, les royautés, les consulats de nouvelle façon et monstrueusement artificiels, l'on, ensemble, n'a pu prévaloir contre elle. Plus forte et plus vivante que jamais, plus nécessaire que jamais aux hommes et aux peuples, irrévocablement acquise comme conquête politique et comme raison de gouvernement, ayant la liberté pour mesure et la souveraineté du peuple pour principe, elle a toujours victorieusement reparu dans la vérité et le rayonnissement de la démocratie. On dit que les l'eaux la reconnaissent. Et pourquoi ne le serait-elle pas? Les peuples ne doivent-ils pas du christianisme s'opposant à cela, et pensez-vous que l'abbé Grégoire doive rester un grand méconnu?

Mais vous nous dites que la république n'était pas un fait nouveau dans l'histoire du monde et de l'humanité.

Peut-être.

Mais encore une fois, n'oubliez pas l'heure, le lieu et le moment où cette république fut proclamée. N'oubliez ni les circonstances, ni les acteurs de ce grand drame. Mon bliez pas les principes, les dogmes et l'esprit de la république de 1792. L'heure était la fin du XVIIIème siècle, le lieu était Paris et le nombre ne pas les hommes, mais les idées.

Nous représentants n'ont pas voulu laisser passer le Centenaire de l'inauguration d'un gouvernement qui a tant et si bien fait, sans la grandeur comme les grandes époques de notre histoire et la classer publiquement parmi les glorieux souvenirs de notre passé. Ils ont déclaré que ce jour-ci et non l'anniversaire de la naissance à des républicaines publiques

La Colonie française de la Nouvelle-Orléans, toujours un commandant d'élite avec la mère patrie, a voulu, elle aussi, marquer cette date mémorable par une brillante manifestation patriotique et, pensons par un sentiment bi n en rapport avec la fête qui nous réunit aujourd'hui, a eu l'heureuse idée d'en consacrer le produit à une œuvre de bienfaisance et de patriotisme.

Vous connaissez tous, Messieurs, le but que se proposa l'école de l'Union Française. Instituée à la pauvre comme la riche, et lui donnant à tous, sans distinction de rang ni de fortune, une instruction qui leur permette d'acquérir les moyens de se faire, par eux mêmes, une voie dans le chemin de la vie. L'accomplissement de ce te mission se rapproche, par sa nature—ensemble élément philanthropique, de principes qui ont inspiré à nos pères l'établissement de république démocratique, et qui leur faisait p en ire cette admirable devise: Liberté—Egalité Fraternité!

En appréciant la délicatesse de ces intentions, nous ne pouvons que rendre hommage aux organisateurs de cette fête pour le sentiment affectueux qu'ils donneront à cette école, si française et si bien fondée.

En terminant, monsieur, je tiens à remercier tous ceux qui ont bien voulu se joindre à nous, en notre qualité de citoyens, et tout particulièrement M. le Gouverneur de l'Etat, Monseigneur l'Archevêque, M. le Maire de la ville, les fonctionnaires de l'ordre civil et militaire qui par la multitude des institutions qui régissent nos deux Gouvernements, ressentent, peut être, plus vivement cette solennité que nous anime.

Notre histoire est un peu la leur, et je suis sûr que c'est avec une profonde conviction et une sympathie bien marquée, qu'ils feront avec nous les vœux les plus sincères pour la France et la prospérité de la République Française.

Ce discours a été interrompu par de fréquents applaudissements, qui ont redoublé, quand ont été prononcés les noms de l'Archevêque et des autorités de l'Etat et de la ville.

M. Meyrier, Président d'honneur de la fête, a présenté l'orateur officiel à l'assemblée et l'a invité à prendre la parole.

Nous donnons *in extenso* ce discours qui a été fréquemment interrompu par les applaudissements des auditeurs.

Président, Citoyens et Mesdames,

Saisi d'abord au nom de la France et au nom de la République!

Saisi de cette idée, en commençant que les patriotiques organisateurs de cette fête et de la célébration de ce glorieux centenaire eut commis une faute de tactique et de goût: celle de me choisir pour prendre la parole dans cette circonstance et devant une telle assemblée. Car c'est aux heures les plus tristes, à ceux de la ruine, puissante et vibrante, du cœur de trente ans et du cœur héroïque, qu'appartiennent un tel droit et un tel devoir. Les vaillants, malgré nos convictions, malgré ce lourdement éprouvés n'a plus la parole assez forte et l'esprit assez solennel pour parler comme il convient. Elle doit décourager dans toute la modestie de son rôle. Pourtant, comme c'était un devoir, et que le devoir est le plus grand mot de la langue humaine, j'ai dû obéir, accepter la tâche et accepter la responsabilité. Et me voici au milieu de vous, prêt à dire comme le sais avec bonne volonté, sincérité et franchise mais comptant sur votre bienveillance de compatriotes, d'amis et de républicains. Ainsi soit-il!

Un *siècle*! dites vous, la vie de certains hommes qui ont été sages, une simple unité dans le multiple total de jours qui font un temps!...

En effet, il y a aujourd'hui cent ans que la grande, glorieuse et terrible Convention française, dans sa première acte de souveraineté et de volonté de la France, sans hésitation, sans une admirable assemblée de devoir, souveraine comme ne le fut aucune assemblée dans le monde, ayant gardé de nombreux membres des géants politiques des hommes—les géants qui eurent mérité ce qu'effrayèrent le succès maléfique temporaire, pendant bien que la postérité reconnaissante ne l'a manifesté pas— a décrété l'abolition de la royauté et proclamé la République à l'unanimité. Le comte Monnel Grégoire, cette cette même noble séance qui n'y eut qu'une voix, et personne ne trembla, ni les Girondins, ni les Montagnards, ni les proscrits à venir et à encore autre époque, ne reçut un pel témoignage de foi, de courage et d'application. Quelques-uns, quelques chrétiens, de ceux qui étaient prêtres, ont failli, à cette heure, à leur grand test le masque est d'accord, a roie sont dans l'ordre mortel ce que sont les monstres dans l'ordre physique. Les cœurs sont l'atelier de tels les crimes. Il y a sorte des soirs sur la martyrologe de nations! Et Saint-Just, un peu plus tard, dans vois tranchante comme le glaive, devait dire: "On ne peut pas régner innocemment."

Au reste, la veille de la proclamation de la République par la Convention, le canon français avait remporté sur les armées coalisées la victoire sur les bras de Valmy, et les Prussiens, trois contre un, représentant cette gloire le chemin de la frontière.

Mais à ceux qui plus tard, pour des raisons de vaincus ou de classes privilégiées, peut être aussi certains hommes qui ne verraient jamais oublier que la Révolution française se fit un affranchissement suprême, ont violemment accusé et condamné la Convention, comme ayant fondé de fétrir la mémoire de ceux qui ont fait une œuvre aussi nécessaire qu'indestructible, aussi généreuse qu'universelle, contenant autant de justice et de vérité pour effacer dans sa lumière les ombres et les fautes de ses auteurs, l'on peut répondre simplement et fièrement: Que voulez vous que la Convention fit, et qu'arrive-t-il? Que la patrie fut sauvée!

Et pourtant, étant l'homme de temps que Cromwell eût dû qu'on ne touchait pas trois siècles à une chose ne définie point qu'il fallait remplacer le roi, c'est-à-dire l'ordre, et de le rayonnant cela même; mais il fallait supprimer la royauté pour fonder la République, et ce n'était pas possible à tant de titres, qui effrayait la raison, gênait la marche et menaçait l'œuvre dans son accomplissement, de se grandeur. Le républicain, ce petit homme historique et politique, était la nécessité suprême que le droit existant. Mirabeau lui-même, l'élégant Vergniaud, un homme d'un démon de la république, dans une même de Madame Roland, avec ses Girondins qui devaient mourir, parvait à l'étouffer dans la république. Vergniaud ne se trompait pas. Car les empires, les restaurations, les royautés, les consulats de nouvelle façon et monstrueusement artificiels, l'on, ensemble, n'a pu prévaloir contre elle. Plus forte et plus vivante que jamais, plus nécessaire que jamais aux hommes et aux peuples, irrévocablement acquise comme conquête politique et comme raison de gouvernement, ayant la liberté pour mesure et la souveraineté du peuple pour principe, elle a toujours victorieusement reparu dans la vérité et le rayonnissement de la démocratie. On dit que les l'eaux la reconnaissent. Et pourquoi ne le serait-elle pas? Les peuples ne doivent-ils pas du christianisme s'opposant à cela, et pensez-vous que l'abbé Grégoire doive rester un grand méconnu?

Mais vous nous dites que la république n'était pas un fait nouveau dans l'histoire du monde et de l'humanité.

Peut-être.

Mais encore une fois, n'oubliez pas l'heure, le lieu et le moment où cette république fut proclamée. N'oubliez ni les circonstances, ni les acteurs de ce grand drame. Mon bliez pas les principes, les dogmes et l'esprit de la république de 1792. L'heure était la fin du XVIIIème siècle, le lieu était Paris et le nombre ne pas les hommes, mais les idées.

Nous représentants n'ont pas voulu laisser passer le Centenaire de l'inauguration d'un gouvernement qui a tant et si bien fait, sans la grandeur comme les grandes époques de notre histoire et la classer publiquement parmi les glorieux souvenirs de notre passé. Ils ont déclaré que ce jour-ci et non l'anniversaire de la naissance à des républicaines publiques

La Colonie française de la Nouvelle-Orléans, toujours un commandant d'élite avec la mère patrie, a voulu, elle aussi, marquer cette date mémorable par une brillante manifestation patriotique et, pensons par un sentiment bi n en rapport avec la fête qui nous réunit aujourd'hui, a eu l'heureuse idée d'en consacrer le produit à une œuvre de bienfaisance et de patriotisme.

Vous connaissez tous, Messieurs, le but que se proposa l'école de l'Union Française. Instituée à la pauvre comme la riche, et lui donnant à tous, sans distinction de rang ni de fortune, une instruction qui leur permette d'acquérir les moyens de se faire, par eux mêmes, une voie dans le chemin de la vie. L'accomplissement de ce te mission se rapproche, par sa nature—ensemble élément philanthropique, de principes qui ont inspiré à nos pères l'établissement de république démocratique, et qui leur faisait p en ire cette admirable devise: Liberté—Egalité Fraternité!

En appréciant la délicatesse de ces intentions, nous ne pouvons que rendre hommage aux organisateurs de cette fête pour le sentiment affectueux qu'ils donneront à cette école, si française et si bien fondée.

En terminant, monsieur, je tiens à remercier tous ceux qui ont bien voulu se joindre à nous, en notre qualité de citoyens, et tout particulièrement M. le Gouverneur de l'Etat, Monseigneur l'Archevêque, M. le Maire de la ville, les fonctionnaires de l'ordre civil et militaire qui par la multitude des institutions qui régissent nos deux Gouvernements, ressentent, peut être, plus vivement cette solennité que nous anime.

Notre histoire est un peu la leur, et je suis sûr que c'est avec une profonde conviction et une sympathie bien marquée, qu'ils feront avec nous les vœux les plus sincères pour la France et la prospérité de la République Française.

Ce discours a été interrompu par de fréquents applaudissements, qui ont redoublé, quand ont été prononcés les noms de l'Archevêque et des autorités de l'Etat et de la ville.

M. Meyrier, Président d'honneur de la fête, a présenté l'orateur officiel à l'assemblée et l'a invité à prendre la parole.

Nous donnons *in extenso* ce discours qui a été fréquemment interrompu par les applaudissements des auditeurs.

Président, Citoyens et Mesdames,

Saisi d'abord au nom de la France et au nom de la République!

Saisi de cette idée, en commençant que les patriotiques organisateurs de cette fête et de la célébration de ce glorieux centenaire eut commis une faute de tactique et de goût: celle de me choisir pour prendre la parole dans cette circonstance et devant une telle assemblée. Car c'est aux heures les plus tristes, à ceux de la ruine, puissante et vibrante, du cœur de trente ans et du cœur héroïque, qu'appartiennent un tel droit et un tel devoir. Les vaillants, malgré nos convictions, malgré ce lourdement éprouvés n'a plus la parole assez forte et l'esprit assez solennel pour parler comme il convient. Elle doit décourager dans toute la modestie de son rôle. Pourtant, comme c'était un devoir, et que le devoir est le plus grand mot de la langue humaine, j'ai dû obéir, accepter la tâche et accepter la responsabilité. Et me voici au milieu de vous, prêt à dire comme le sais avec bonne volonté, sincérité et franchise mais comptant sur votre bienveillance de compatriotes, d'amis et de républicains. Ainsi soit-il!

Un *siècle*! dites vous, la vie de certains hommes qui ont été sages, une simple unité dans le multiple total de jours qui font un temps!...

En effet, il y a aujourd'hui cent ans que la grande, glorieuse et terrible Convention française, dans sa première acte de souveraineté et de volonté de la France, sans hésitation, sans une admirable assemblée de devoir, souveraine comme ne le fut aucune assemblée dans le monde, ayant gardé de nombreux membres des géants politiques des hommes—les géants qui eurent mérité ce qu'effrayèrent le succès maléfique temporaire, pendant bien que la postérité reconnaissante ne l'a manifesté pas— a décrété l'abolition de la royauté et proclamé la République à l'unanimité. Le comte Monnel Grégoire, cette cette même noble séance qui n'y eut qu'une voix, et personne ne trembla, ni les Girondins, ni les Montagnards, ni les proscrits à venir et à encore autre époque, ne reçut un pel témoignage de foi, de courage et d'application. Quelques-uns, quelques chrétiens, de ceux qui étaient prêtres, ont failli, à cette heure, à leur grand test le masque est d'accord, a roie sont dans l'ordre mortel ce que sont les monstres dans l'ordre physique. Les cœurs sont l'atelier de tels les crimes. Il y a sorte des soirs sur la martyrologe de nations! Et Saint-Just, un peu plus tard, dans vois tranchante comme le glaive, devait dire: "On ne peut pas régner innocemment."

Au reste, la veille de la proclamation de la République par la Convention, le canon français avait remporté sur les armées coalisées la victoire sur les bras de Valmy, et les Prussiens, trois contre un, représentant cette gloire le chemin de la frontière.

Mais à ceux qui plus tard, pour des raisons de vaincus ou de classes privilégiées, peut être aussi certains hommes qui ne verraient jamais oublier que la Révolution française se fit un affranchissement suprême, ont violemment accusé et condamné la Convention, comme ayant fondé de fétrir la mémoire de ceux qui ont fait une œuvre aussi nécessaire qu'indestructible, aussi généreuse qu'universelle, contenant autant de justice et de vérité pour effacer dans sa lumière les ombres et les fautes de ses auteurs, l'on peut répondre simplement et fièrement: Que voulez vous que la Convention fit, et qu'arrive-t-il? Que la patrie fut sauvée!

Et pourtant, étant l'homme de temps que Cromwell eût dû qu'on ne touchait pas trois siècles à une chose ne définie point qu'il fallait remplacer le roi, c'est-à-dire l'ordre, et de le rayonnant cela même; mais il fallait supprimer la royauté pour fonder la République, et ce n'était pas possible à tant de titres, qui effrayait la raison, gênait la marche et menaçait l'œuvre dans son accomplissement, de se grandeur. Le républicain, ce petit homme historique et politique, était la nécessité suprême que le droit existant. Mirabeau lui-même, l'élégant Vergniaud, un homme d'un démon de la république, dans une même de Madame Roland, avec ses Girondins qui devaient mourir, parvait à l'étouffer dans la république. Vergniaud ne se trompait pas. Car les empires, les restaurations, les royautés, les consulats de nouvelle façon et monstrueusement artificiels, l'on, ensemble, n'a pu prévaloir contre elle. Plus forte et plus vivante que jamais, plus nécessaire que jamais aux hommes et aux peuples, irrévocablement acquise comme conquête politique et comme raison de gouvernement, ayant la liberté pour mesure et la souveraineté du peuple pour principe, elle a toujours victorieusement reparu dans la vérité et le rayonnissement de la démocratie. On dit que les l'eaux la reconnaissent. Et pourquoi ne le serait-elle pas? Les peuples ne doivent-ils pas du christianisme s'opposant à cela, et pensez-vous que l'abbé Grégoire doive rester un grand méconnu?

Mais vous nous dites que la république n'était pas un fait nouveau dans l'histoire du monde et de l'humanité.

Peut-être.

Mais encore une fois, n'oubliez pas l'heure, le lieu et le moment où cette république fut proclamée. N'oubliez ni les circonstances, ni les acteurs de ce grand drame. Mon bliez pas les principes, les dogmes et l'esprit de la république de 1792. L'heure était la fin du XVIIIème siècle, le lieu était Paris et le nombre ne pas les hommes, mais les idées.

Nous représentants n'ont pas voulu laisser passer le Centenaire de l'inauguration d'un gouvernement qui a tant et si bien fait, sans la grandeur comme les grandes époques de notre histoire et la classer publiquement parmi les glorieux souvenirs de notre passé. Ils ont déclaré que ce jour-ci et non l'anniversaire de la naissance à des républicaines publiques

La Colonie française de la Nouvelle-Orléans, toujours un commandant d'élite avec la mère patrie, a voulu, elle aussi, marquer cette date mémorable par une brillante manifestation patriotique et, pensons par un sentiment bi n en rapport avec la fête qui nous réunit aujourd'hui, a eu l'heureuse idée d'en consacrer le produit à une œuvre de bienfaisance et de patriotisme.

Vous connaissez tous, Messieurs, le but que se proposa l'école de l'Union Française. Instituée à la pauvre comme la riche, et lui donnant à tous, sans distinction de rang ni de fortune, une instruction qui leur permette d'acquérir les moyens de se faire, par eux mêmes, une voie dans le chemin de la vie. L'accomplissement de ce te mission se rapproche, par sa nature—ensemble élément philanthropique, de principes qui ont inspiré à nos pères l'établissement de république démocratique, et qui leur faisait p en ire cette admirable devise: Liberté—Egalité Fraternité!

En appréciant la délicatesse de ces intentions, nous ne pouvons que rendre hommage aux organisateurs de cette fête pour le sentiment affectueux qu'ils donneront à cette école, si française et si bien fondée.

En terminant, monsieur, je tiens à remercier tous ceux qui ont bien voulu se joindre à nous, en